

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.00/428

15 septembre 2000

(00-3625)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>UNION EUROPÉENNE</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):</b>
2.	<b>Organisme responsable:</b> Commission européenne <b>L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:</b> Point d'information OTC des CE.
3.	<b>Notification au titre de l'article 2.9.2 [ X ], 2.10.1 [   ], 5.6.2 [   ], 5.7.1 [   ], autres:</b>
4.	<b>Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Oeufs de consommation (SH 0407.00.30).
5.	<b>Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié:</b> Proposition de Règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 1907/90 concernant certaines normes de commercialisation applicables aux oeufs (4 pages, en anglais).
6.	<b>Teneur:</b> Modification du règlement (CEE) n° 1907/90 concernant les normes de commercialisation applicables aux oeufs en vue: <ul style="list-style-type: none"><li>- de rendre obligatoire l'indication du mode d'élevage des poules sur les oeufs et sur les emballages, et</li><li>- d'amalgamer les actuelles catégories B (oeufs de deuxième qualité ou conservés) et C (oeufs déclassés destinés à l'industrie) en une nouvelle catégorie B (oeufs destinés à l'industrie).</li></ul>
7.	<b>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:</b> <p>a) Mode d'élevage: Le mode d'élevage des poules est devenu un des facteurs prioritaires pour les consommateurs lorsqu'ils achètent des oeufs. Par conséquent, l'indication du mode d'élevage sur les oeufs et sur les emballages devrait être rendue obligatoire afin de ne pas risquer d'induire le consommateur en erreur. À cet effet, les informations obligatoires claires et non équivoques sont le seul moyen d'assurer que le consommateur peut choisir entre les différentes catégories d'oeufs en toute connaissance du mode d'élevage. L'apposition obligatoire des mentions appropriées correspond aux souhaits exprimés par les consommateurs et leurs organisations. Il est nécessaire que cette obligation s'applique à la totalité des oeufs mis en vente dans l'Union européenne et achetés par les consommateurs hors des lieux de production. Toutefois, en cas d'oeufs produits dans des pays tiers, l'indication du mode d'élevage peut être remplacée par certaines autres indications lorsque les procédures dans les pays tiers n'offrent pas une assurance suffisante de l'équivalence aux règlements techniques et aux normes applicables aux procédures communautaires.</p>

./.

	b) Les oeufs de deuxième qualité ou conservés, classés en catégorie B, représentent une partie peu significative du marché de la Communauté européenne. La majorité de la filière souhaite fournir des oeufs de première qualité de la catégorie A. Il y a donc lieu de simplifier le classement des oeufs en amalgamant les actuelles catégories B et C (oeufs destinés à l'industrie) en une nouvelle catégorie B et de prévoir la vente exclusive de ces oeufs à des fins de transformation.
8.	<b>Documents pertinents:</b> Règlement (CEE) n° 1907/90 du Conseil concernant certaines normes de commercialisation applicables aux oeufs (JO n° L 173 du 06/07/1990, p.5) et ses modifications.
9.	<b>Date projetée pour l'adoption:</b> fin novembre 2000 <b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> 1 <sup>er</sup> janvier 2001
10.	<b>Date limite pour la présentation des observations:</b> 60 jours à compter de la présente notification
11.	<b>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [ ] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme:</b>  Point d'information OTC des CE DG ENTR/F/2  Télécopie: +32 2 299 5725 Courrier électronique: <a href="mailto:EC-TBT@cec.eu.int">EC-TBT@cec.eu.int</a>